

L'évolution des forces politiques dans le Nord-Pas-de-Calais

Rémi Lefebvre

neder-
landse
versie
p. 141

De profonds changements politiques ont affecté ces dernières années les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui formaient jusqu'en 2015 la région du même nom (avec la fusion de la région Picardie sont nés *Les Hauts-de-France* en 2015). Zone de force historique de la gauche et tout particulièrement du PS, le Nord et le Pas-de-Calais ont été marqués par une véritable recomposition politique. Lorsqu'en 2012 François Hollande devient le deuxième président de la République socialiste de la Cinquième République, le PS domine largement la vie politique locale et gère la plupart des collectivités territoriales. Le parti dispose d'une large majorité parlementaire dans la région et dirige les deux départements, la région et les principales villes. 5 ans plus tard, le parti de gouvernement est dévasté dans ses profondeurs territoriales après plusieurs débâcles aux élections locales, le FN s'est implanté et sa leader nationale Marine Le Pen a été élue députée à Hénin-Beaumont pour la première fois, la droite a gagné des positions électorales mais reste très fragile et le mouvement En Marche s'est installé dans le paysage politique local.

L'effondrement de la gauche

Le Nord et le Pas-de-Calais, terres populaires et marquées par l'héritage industriel et du mouvement ouvrier, constituent historiquement des bastions socialistes. Si le PS a participé à la dynamique qui a porté François Hollande au pouvoir en 2012, il pâtit fortement de son impopularité et du trouble que provoque sa politique économique, centrée sur la compétitivité des entreprises et éloignée de ses engagements électoraux. Le PS dans la région s'appuie largement sur ses élus locaux, notables enracinés, cumulant les mandats et proches de la population. Cette implantation électorale est décimée par les revers électoraux subis par le parti aux élections intermédiaires successives (élections municipales, départementales, régionales), le Pas-de-Calais résistant mieux que le Nord. Les élections municipales de 2014 sont un désastre dans le Nord (le PS ne perd que trois villes de plus de 5000 habitants dans le Pas-de-Calais). De grandes villes sont perdues, acquises de longue date et qui apparaissaient

inexpugnables : Roubaix, Tourcoing, Maubeuge, Dunkerque... Martine Aubry est réélue à Lille mais perd la présidence de la Communauté urbaine de Lille au bénéfice de Damien Castelain (un maire rural apolitique). Les élections départementales (mars 2015) affaiblissent encore un peu plus cet ancrage local, là encore plus nettement dans le Nord que dans le Pas-de-Calais. Le PS perd le département du Nord qu'il dirigeait traditionnellement. Il passe de 39 à 16 sièges, essentiellement obtenus dans la métropole lilloise. L'électorat de gauche s'est largement démobilisé pour sanctionner le gouvernement (53,5% d'abstentions) alors que l'électorat de droite est au rendez-vous. Le PS du Pas-de-Calais conserve le département (son nombre de sièges passe de 44 à 34), le Parti communiste accusant une plus lourde défaite (de 11 à 4 sièges).

Mais ce sont surtout les élections régionales de décembre 2015 qui ébranlent le PS. François Hollande rend son dernier arbitrage en juin 2014. Sa décision de fusionner les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie suscite de nombreuses critiques au sein même des rangs socialistes, la plupart des dirigeants socialistes locaux marquant leur réprobation. Les élections régionales de 2015 constituent un modèle d'élections intermédiaires de mi-mandat dans un contexte de forte impopularité gouvernementale. Elles sont marquées par la défiance à l'égard de l'exécutif et la faible mobilisation de l'électorat de gauche (phénomène de l'abstentionnisme différentiel). Le PS, très divisé, a par ailleurs fait le choix d'une tête de liste peu connue et contestée, Pierre de Saintignon, vice-président de la région Nord-Pas-de-Calais en charge du développement économique, premier adjoint au maire de Lille, proche de Martine Aubry, réputé « homme de dossier » qui a une visibilité essentiellement lilloise. Les socialistes, les radicaux de gauche et le Mouvement des citoyens, les écologistes et le Parti de gauche, les communistes se présentent au final séparément au premier tour, stratégie qui apparaît pourtant suicidaire. Le désastre électoral annoncé par les sondages a lieu : la gauche ne totalise au premier tour que 28,2 % des suffrages exprimés. C'est un échec cinglant pour le PS (18,1%) mais aussi pour le PCF (5,3%) et la liste emmenée par l'écologiste Sandrine Rousseau et soutenue par le Parti de gauche (4,8%). Pour faire barrage au Front national, Pierre de Saintignon qui porte la liste PS retire sa candidature, la gauche renonçant à toute représentation politique pendant six ans dans la nouvelle grande région (cinq départements). Xavier Bertrand est élu président de région avec le soutien massif des électeurs de gauche au second tour.

Ces défaites locales perturbent de diverses manières les écosystèmes partisans socialistes. Les conséquences sont d'abord financières. Les élus reversent 10% de leurs indemnités au parti, 25 % de ses recettes provenant de leurs cotisations. Le PS est plus dépendant de ses élus que l'UMP qui lui a d'autres sources de financement. La situation financière de la fédération socialiste du Nord est catastrophique. En 2015 une dette de près d'un million d'euros est révélée qui conduit le PS à vendre son siège historique à Lille. Les défaites provoquent

ensuite, scénario classique, des défections militantes. Les ressources tirées de l'occupation de positions de pouvoir local jouent un rôle essentiel dans l'attractivité du parti auprès d'une catégorie d'adhérents qu'il est d'usage d'appeler « alimentaires ». Beaucoup d'adhérents n'ont plus d'intérêt professionnel à rester au parti, s'en détournent ou se désinvestissent. Par ailleurs, beaucoup de militants déçus par la politique du gouvernement rendent leur carte. Le nombre d'adhérents socialistes dans le Nord est ainsi passé de 9000 à 1500 entre 2012 et 2018. Des dizaines de sections locales n'ont plus d'activité militante. À mesure que les liens avec le monde associatif ou syndical se sont affaiblis, le PS s'est replié sur ses réseaux d'élus locaux ces dernières années. La perte de nombreuses positions locales détisse ces réseaux. Quand les élus disparaissent, c'est l'existence même du parti sur les territoires qui est mise en cause (on observe ce phénomène dans les Flandres ou le Cambrasis). La perte de tous les élus régionaux en 2015 a des conséquences lourdes. Les conseillers régionaux sont des élus qui travaillent sur les territoires, des élus « intermédiaires » sans être des notables. Ce sont souvent des militants qui progressent là avant d'être éventuellement candidats à des législatives. En terme de structuration du parti, leur disparition délite encore un peu plus l'ancrage local du parti.

La séquence électorale de 2017 (élection présidentielle puis législative) confirme cet affaïssement du PS. Le candidat socialiste Benoît Hamon, peu soutenu par les élus de la région, réalise un très faible score (5,17% dans le Pas-de-Calais, 5,65% dans le Nord). Aux élections législatives, le PS disparaît de la carte parlementaire (aucun de ses candidats n'est élu sur les deux départements), ce qui constitue un événement sans précédent depuis la création de la Section française de l'Internationale ouvrière en 1905 (ancêtre du PS). L'abstention atteint des niveaux historiques (59,5% dans le Nord, 55,15% dans le Pas-de-Calais au deuxième tour). À Lille, c'est le mouvement de Jean-Luc Mélenchon qui envoie deux (jeunes) députés. Le PC sauve deux sièges dans le Nord. Fabien Desage et Tristan Haute ont analysé les élections présidentielles à Lille. Les résultats du premier tour des élections présidentielles à Lille sont à l'image de ceux de grandes villes françaises telles que Montpellier, Toulouse ou Grenoble. Jean-Luc Mélenchon y arrive en effet en tête avec près de 22 % des inscrits, suivi, à bonne distance, par Emmanuel Macron (18,3 %). François Fillon et Marine Le Pen dépassent à peine les 10 %, alors que Benoît Hamon n'obtient que 8 %, un score supérieur à son résultat national, certes, mais bien faible au regard de l'ancrage du PS local. Leur étude révèle la fracture croissante entre des quartiers populaires partagés entre abstention et vote à la gauche du PS et des espaces des classes supérieures où l'effondrement du PS a profité au centre-droit.

L'implantation de l'extrême droite

Le reflux du PS profite à l'extrême droite essentiellement, surtout dans le Pas-de-Calais où la droite est historiquement faible. On oppose

traditionnellement deux électorats du Front national présents sur le territoire national : - un électorat populaire, plutôt venu de la gauche, que cette dernière ne parvient plus à attirer, séduit par la xénophobie du discours de Marine Le Pen mais aussi par son discours protecteur socialement et sa dénonciation du libéralisme et de l'Union européenne, - un électorat plus aisé socialement, venu de la droite et plus traditionaliste. Très clairement c'est le premier électorat qui assure la progression du Front national dans la région Nord-Pas-de-Calais et tout particulièrement dans l'ex-bassin minier et les territoires frappés par le chômage et la désindustrialisation (Denain, Maubeuge, le Dunkerquois).

Le Nord-Pas-de-Calais est la région la plus pauvre de France, une des régions les moins diplômées, les moins mobiles, les plus frappées par des problèmes de santé publique. L'électorat ouvrier y a été historiquement favorable aux forces de gauche, mais la permanence des problèmes sociaux (un taux de chômage de 19,7 %, dix points au-dessus de la moyenne nationale dans le bassin minier), le déclin des appareils partisans locaux et les scandales de corruption ont entraîné une abstention croissante des milieux populaires et leur droitisation. L'offre politique du Front national qui s'implante autour de personnalités populaires est habile dans la mesure où elle est centrée sur une solidarité de proximité et des mots d'ordre simples.

Le bassin minier est un territoire à cheval sur les départements qui concentre une population d'1,2 million d'habitants avec une densité de plus de 650 ha/km² de Béthune à Valenciennes. Il est devenu un réservoir de voix de premier plan pour Marine Le Pen qui a décidé de s'y implanter et y fait très souvent référence dans ses discours nationaux et sa communication médiatique. Le Front national bénéficie désormais d'un travail d'implantation ancien et d'une relation de confiance qui s'est tissée au fur et à mesure des années avec les électeurs. Haydée Saberan a montré dans une enquête journalistique remarquable, *Bienvenue à Hénin-Beaumont. Un laboratoire du Front national* (publiée aux éditions de La Découverte), qu'Hénin-Beaumont est devenu l'épicentre de l'influence du FN dans la région et, sous l'œil des caméras qui suivent Marine Le Pen sur les marchés, au cœur du Pas-de-Calais, un symbole. Cette commune de 27 000 habitants est désormais le symbole de la désindustrialisation, tant ce territoire a été affecté par la crise du secteur minier et par des délocalisations qui, à l'image de Metaleurop en 2003, ont durablement marqué le territoire. La ville est aussi l'illustration de la faillite morale d'un Parti socialiste qui, jadis triomphant dans la région, a été plombé par de nombreuses affaires judiciaires et n'a pas su se renouveler.

La candidate du Front national arrive en tête de l'élection présidentielle en 2017 dans le Nord et le Pas-de-Calais avec des niveaux très supérieurs à son score national. Dans le Pas-de-Calais, le FN est désormais majoritaire : au second tour, 52,06% des voix vont à Marine Le Pen contre 47,94% à Emmanuel Macron (En Marche!). Au premier tour, Marine Le Pen avait récolté 34,35%

des voix, tandis que 19.13% des votes exprimés étaient crédités à Jean-Luc Mélenchon. Dans le Nord, le FN arrive nettement en tête au premier tour (28,22%), mais Emmanuel Macron passe en tête nettement au second (57%) dans ce département plus urbain que le Pas-de-Calais (le vote Macron est dans la région comme au niveau national plutôt urbain). Aux élections législatives, le FN confirme sa progression avec quatre députés élus (dont Marine Le Pen) dans le Pas-de-Calais et un élu dans le Nord, dans la ville de Denain, frappée par la crise. Les élus frontistes ont bénéficié d'une montée substantielle de l'abstention (plus 5% en moyenne par rapport au premier tour dans leurs circonscriptions). C'est la première fois que le Nord-Pas-de-Calais envoie des députés d'extrême droite à l'Assemblée nationale.

Ces résultats de 2017 s'inscrivent dans la continuité des scrutins précédents. Le FN s'implante très fortement dans le bassin minier depuis 2012. Deux ans après le médiatique « duel Mélenchon-Le Pen » aux élections législatives de 2012, le dirigeant local du parti d'extrême droite, enfant du pays, Steeve Briois, brigue la mairie d'Hénin-Beaumont en mettant en avant des slogans qui brouillent les lignes idéologiques traditionnelles et piochent explicitement à gauche avec un discours centré sur « le social ». Il est élu maire. 12 conseillers départementaux FN sont élus un an plus tard. Aux élections régionales de 2015, Marine Le Pen est particulièrement menaçante. Au premier tour des élections régionales en région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, elle arrive largement en tête avec 40,6 % des suffrages exprimés, soit 12 points de mieux que la moyenne nationale. La candidate du FN devance ses adversaires dans l'ensemble des départements de la nouvelle région. La forte progression de l'extrême droite s'effectue au détriment de la gauche (PS, PC et EELV) qui depuis le dernier scrutin régional a perdu 20 points dans le Nord-Pas-de-Calais et 24 points en Picardie! La gauche obtient 5 points de moins que sa moyenne nationale. Le risque de basculement de la région à l'extrême-droite a constitué l'enjeu le plus saillant de la campagne. Marine Le Pen a mené une campagne dont elle a cherché un rayonnement national maximal. Elle assume que la région est un tremplin et un laboratoire pour elle. De nombreuses propositions de son programme ne relèvent pas des compétences de la région. Elle évite les confrontations directes avec les candidats régionaux et fait campagne sur la « jungle » de Calais, thématique très présente sur l'agenda politique national. La question des migrants revient de manière constante dans le discours de Marine Le Pen qui articule ainsi enjeux locaux et nationaux. Au second tour, une plus grande mobilisation des électeurs et le report des voix de gauche vers le candidat de droite conduisent à la défaite de Marine Le Pen, mais le FN envoie 54 conseillers régionaux dans l'opposition dont il a le monopole. Le FN est devenu ainsi dans le Nord-Pas-de-Calais une force politique de premier plan.

Les fragilités de la droite

La droite républicaine progresse, mais elle demeure fragile dans ce territoire qui lui est sociologiquement peu favorable. Elle profite principalement de la démobilisation de l'électorat de gauche déçu par la politique du gouvernement socialiste. Aux élections municipales, la droite emporte contre toute attente les villes de Roubaix avec Guillaume Delbar et Tourcoing avec Gérard Darmanin. La droite reste toujours faible à Lille. Elle y est confrontée à un problème récurrent de *leadership*, qu'elle n'arrive pas à installer dans la durée et à consolider. Ancien maire de Marcq-en-Barœul (1995-2001), le sénateur Jean-René Lecerf se lance en 2014 contre Martine Aubry aux élections, tout en adoptant une posture très défensive. Il avoue ainsi qu'il n'est pas candidat pour gagner et assume un objectif modeste : « éviter à Lille le syndrome du bassin minier où le combat politique oppose le PS au FN et où il n'y a plus d'opposition républicaine de droite ». Le même Jean-René Lecerf, proche d'Alain Juppé, devient le deuxième président du conseil départemental du Nord de la Cinquième République l'année suivante.

Xavier Bertrand, député-maire de Saint-Quentin avant 2015, s'impose aux élections régionales de décembre 2015 comme le leader de la droite. Il a été investi dès le mois de février 2015 pour mener la liste UMP, devenue depuis Les Républicains. L'ancien ministre qui incarne « une droite sociale » mais dénonce « l'assistanat » s'appuie sur le soutien du parti centriste UDI dans la région et de la sénatrice Valérie Létard, proche de Jean-Louis Borloo. Marc-Philippe Daubresse, député-maire de Lambersart (Nord), et Gérard Darmanin, député-maire de Tourcoing (Nord), ont un temps quelques velléités de candidature mais se rallient à celle de Xavier Bertrand que sa stature nationale d'ex-ministre, de dirigeant de l'UMP et de candidat aux primaires de la droite rend incontournable.

La stratégie électorale de Xavier Bertrand a été de dramatiser la victoire possible de Marine Le Pen qu'il présente habilement comme la favorite, et d'apparaître comme le seul candidat pouvant la battre sur la foi des sondages. Le maire de Saint-Quentin cherche clairement à capitaliser les victoires aux élections municipales et cantonales dans la région. Ces relais locaux très nombreux permettent d'appuyer une campagne de proximité dans les territoires et d'assurer un socle électoral pour le premier tour. Xavier Bertrand cultive aussi ses racines locales : « Je n'ai pas grandi à Paris, ni dans sa banlieue chic, je n'ai pas fait de grande école, je ne suis pas haut fonctionnaire. Je l'assume : je suis un provincial comme on dit à Paris, je viens de l'entreprise, je suis le plouc de province » (tract électoral). Il fait très peu référence à son parti : « Je ne paie plus les factures des autres » déclare-t-il le 15 juin sur France Info. Élu à la tête de la nouvelle région, il dispose d'une majorité large de 116 élus LR/UDI/Modem/CPNT (sur 170 sièges) et mène une politique de développement économique qui ménage la gauche, absente de l'hémicycle régional et qui a appelé à voter pour lui au second tour. À grand renfort de communication, Xavier Bertrand

met en place Proch'emploi, dispositif destiné aux demandeurs d'emploi des Hauts-de-France. Cette plateforme est fondée sur le constat que de nombreuses offres d'emploi ne sont pas pourvues alors que dans le même temps des demandeurs d'emploi ont du mal à trouver un emploi dans des secteurs qui pourtant recrutent.

La droite résiste aux élections législatives de 2017 (six députés dans le Nord, deux députés dans le Pas-de-Calais), mais la victoire d'Emmanuel Macron la déstabilise profondément. Xavier Bertrand se met en congé de son parti Les Républicains en 2018 suite à l'élection à la tête du parti du très droitier Laurent Wauquiez. Quelques mois plus tôt, Gérard Darmanin entrait au gouvernement d'Édouard Philippe et devenait ministre du Budget avant d'être exclu de son parti. Les élections législatives ont profondément renouvelé la représentation politique nationale de la région. La République en Marche peut compter sur neuf députés dans le Nord sur 21 et quatre sur 12 dans le Pas-de-Calais (quatre sont d'anciens socialistes), pour la plupart novices en politique et peu implantés localement. La région Nord-Pas-de-Calais constitue au final un laboratoire des changements politiques qui marquent la scène politique nationale depuis plusieurs années : abstention croissante et droitisation des milieux populaires, affaiblissement de la gauche et de ses appareils partisans, aspiration au renouvellement politique et épuisement du système partisan traditionnel. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Collectif Degeyter, *Sociologie de Lille*, Paris, La Découverte, 2017.
- Fabien Desage, Tristan Haute, « Lille : quand l'effondrement du PS ravive le vote de classe », *Métropolitiques*, 2 juin 2017. URL : <https://www.metropolitiques.eu/-quand-l-effondrement-du-PS.html>
- Bernard Dolez, Annie Laurent, « Nord-Picardie, tournant historique : victoire de Bertrand », *Revue politique et parlementaire*, 2016
- Rémi Lefebvre, « Les Élections régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Une non-campagne ? » in Bernard Dolez, dir, *Annuaire des collectivités locales*, 2017.

De evolutie van de politieke machtsverhoudingen in de Nord-Pas-de-Calais

Rémi Lefebvre

De jongste jaren hebben zich diepgaande politieke veranderingen voorgedaan in de departementen Nord en Pas-de-Calais, die tot 2015 één regio vormden onder dezelfde naam (na de samenvoeging met de regio Picardië werd dat in 2015 *Les Hauts-de-France*). Hoewel links, en voornamelijk de *Parti socialiste* (PS), daar historisch gezien politiek heer en meester was, kan men in de Nord en de Pas-de-Calais van een echte ommekeer op politiek vlak spreken. Bij het aantreden in 2012 van François Hollande, als tweede socialistische president van de Vijfde Republiek, domineert de PS ruimschoots het plaatselijke politieke leven en bestuurt die partij de meeste “territoriale collectiviteiten”. Zij beschikt in de regio over een ruime parlementaire meerderheid en staat aan het hoofd van de twee departementen, de regio en de voornaamste steden. Vijf jaar later is de regeringspartij na diverse debacles bij de plaatselijke verkiezingen nagenoeg volledig uitgeteld, heeft de partij *Front national* (FN) er een stevige voet aan de grond, werd haar nationale leidster Marine Le Pen in Hénin-Beaumont voor het eerst als volksvertegenwoordigster verkozen, heeft rechts verkiezingswinst geboekt maar blijft het kwetsbaar, en vond ook de *En Marche*-beweging haar plaats op het politieke schakbord.

De ineenstorting van links

De Nord en de Pas-de-Calais, volkse gebieden die gekenmerkt worden door het industriële erfgoed en de erfenis van de arbeidersbeweging, zijn van oudsher socialistische bastions. De PS speelde een rol in de dynamiek die François Hollande in 2012 aan de macht heeft gebracht maar boette aan populariteit in wegens de onduidelijkheid van haar economisch beleid, dat toegespitst was op de competitiviteit van de ondernemingen en haaks stond op haar kiesbeloften. In de regio steunt de PS ruimschoots op haar plaatselijke verkozenen, goed ingewortelde notabelen die de mandaten cumuleren en dicht bij de bevolking staan. Die electorale sokkel wordt ondergraven door de verkiezingsnederlagen die de partij incasseert bij de opeenvolgende tussentijdse gemeenteraads-, departementale en regionale verkiezingen, waarbij de Pas-de-Calais beter weerstand biedt dan de Nord. In de Nord zijn de gemeenteraadsverkiezingen van 2014 een echte ramp (in de Pas-de-Calais verliest de PS slechts drie steden van meer dan 5000 inwoners). Grote steden die allang socialistisch waren en onneembaar leken, gaan verloren : Roubaix, Tourcoing, Maubeuge, Duinkerke...

Martine Aubry wordt in Rijsel opnieuw verkozen maar moet het voorzitterschap van de *Communauté urbaine de Lille* (Randstad Rijsel) afstaan aan de apolitieke landelijke burgemeester Damien Castelain. De departementale verkiezingen van maart 2015 verzwakken die politieke verankering nog wat meer, en ook weer iets uitgesprokener in de Nord dan in de Pas-de-Calais. De PS verliest het departement van de Nord dat zij traditioneel bestuurde. Van de 39 zetels valt zij terug op 16, hoofdzakelijk verkozen in de Rijselse metropool. Het linkse kiezerskorps heeft het duidelijk laten afweten om de regering af te straffen (53,5% onthoudingen) terwijl het rechtse electoraat zich wel gemobiliseerd heeft. In de Pas-de-Calais behoudt de PS het departement (met 34 zetels in plaats van 44) maar gaat de *Parti communiste français* (PCF) nog duidelijk achteruit (van 11 naar 4 zetels).

Vooraf de regionale verkiezingen van december 2015 brengen de PS echter aan het wankelen. François Hollande doet zijn laatste scheidsrechterlijke uitspraak in juni 2014. Zijn beslissing om de regio's Nord-Pas-de-Calais en Picardië samen te voegen stoot in de socialistische rangen zelf op felle kritiek en de meeste plaatselijke socialistische leiders geven openlijk uiting aan hun afkeuring. De regionale verkiezingen van 2015 worden een schoolvoorbeeld van tussentijdse verkiezingen halverwege het presidentieel mandaat in een context waarin de regering zeer impopulair is geworden. Het wantrouwen ten opzichte van de uitvoerende macht en de geringe mobilisering van het linkse electoraat (fenomeen van de differentiële onthouding) is overduidelijk. De zeer verdeelde PS heeft daarenboven een weinig bekende en betwiste lijsttrekker naar voren geschoven, Pierre de Saintignon, ondervoorzitter van de regio Nord-Pas-de-Calais belast met de economische ontwikkeling, eerste locoburgemeester van Rijsel, een vertrouweling van Martine Aubry met een reputatie van "dossiervreter" die hoofdzakelijk in Rijsel bekendheid geniet. Uiteindelijk komen de socialisten, de *Radicaux de gauche* en het *Mouvement des citoyens*, de *Europe Ecologie Les Verts* (EELV)-lijst en de *Parti de Gauche*, de PCF bij de eerste ronde afzonderlijk op, wat een suïcidale strategie blijkt. De door de peilingen aangekondigde verkiezingsramp wordt een feit: in de eerste ronde behaalt links slechts 28,2 % van de uitgebrachte stemmen. Dat is een striemende nederlaag voor de PS (18,1%) maar ook voor de PCF (5,3%) en voor de ecologisten onder leiding van Sandrine Rousseau en gesteund door de Linkse Partij (4,8%). Om een dam op te werpen tegen het *Front national* trekt PS-voorman Pierre de Saintignon zijn kandidatuur in en verzaakt links elke politieke vertegenwoordiging in de nieuwe grote regio (die vijf departementen telt). Xavier Bertrand wordt tijdens de tweede ronde met de massale steun van de linkse kiezers tot voorzitter van de regio verkozen.

Die plaatselijke nederlagen verstoren op verschillende manieren de socialistische partij-ecosystemen. Vooreerst zijn er de financiële gevolgen. De verkozenen dragen 10% van hun vergoedingen af aan de partij; 25 % van haar inkomsten komen van hun bijdragen. De PS hangt meer van haar verkozenen af dan de *Union pour un mouvement populaire* (UMP), die over andere financieringsbronnen

beschikt. De financiële situatie van de socialistische federatie van de Nord is catastrofaal. In 2015 komt een schuld van nagenoeg een miljoen euro aan het licht, wat de PS ertoe noopt haar historische gebouw in Rijsel te verkopen. De nederlagen hebben onder meer tot gevolg dat militanten het laten afweten, een klassiek scenario. De inkomsten die voortvloeien uit het feit dat men plaatselijke machtsposities bekleedt, spelen een essentiële rol in de aantrekkingskracht van de partij bij een categorie aanhangers die men gewoonlijk als “alimentair” bestempelt. Heel wat aanhangers hebben er geen professioneel belang meer bij om in de partij te blijven, keren er zich van af of nemen er niet meer actief aan deel. Voorts leveren tal van door het regeringsbeleid ontgoochelde militanten hun lidkaart in. Tussen 2012 en 2018 is het aantal PS-leden in de Nord teruggelopen van 9000 tot 1500. Tientallen plaatselijke afdelingen hebben geen enkele militante activiteit meer. Naarmate de banden met het verenigingsleven of de vakbondswereld verzwakten, is de PS de jongste jaren weer op de netwerken van haar plaatselijke verkozenen teruggevallen. Het verlies van ettelijke plaatselijke functies ontrafelt die netwerken. Wanneer de verkozenen verdwijnen, wordt het bestaan zelf van de partij ter plekke ter discussie gesteld (dat fenomeen neemt men waar in Frans-Vlaanderen of in het Kamerijkse). Het verlies van alle regionale verkozenen in 2015 heeft zware gevolgen. De regionale raadsleden zijn verkozenen die in de gebieden werkzaam zijn, verkozen “tussenpersonen” die geen notabelen zijn. Vaak zijn het militanten die daar hun strepen verdienen voordat ze eventueel kandidaat worden voor parlementsverkiezingen. Met het oog op de partijstructuur ontwrict hun wegvallen de plaatselijke verankering van de partij nog wat meer.

De presidents- en parlementsverkiezingen van 2017 bevestigen die teloorgang van de PS. De socialistische kandidaat Benoît Hamon geniet weinig steun bij de verkozenen van de regio en behaalt een ondermaats resultaat (5,17% in de Pas-de-Calais, 5,65% in de Nord). Bij de parlementsverkiezingen verdwijnt de PS van de parlementaire kaart (in de twee departementen wordt geen enkele PS-kandidaat verkozen), wat sinds de oprichting van de *Section française de l'internationale ouvrière* (SFIO, voorloopster van de PS) in 1905 nooit voorgevallen is. De onthouding bereikt een historisch niveau (59,5% in de Nord, 55,15% in de Pas-de-Calais in de tweede ronde). In Rijsel stuurt de beweging van Jean-Luc Mélenchon twee (jonge) vertegenwoordigers naar de *Assemblée nationale*. De PCF redt twee zetels in de Nord. Fabien Desage en Tristan Haute hebben de presidentsverkiezingen in Rijsel geanalyseerd. De resultaten van de eerste ronde vertonen gelijkenissen met die van grote Franse steden als Montpellier, Toulouse of Grenoble. Jean-Luc Mélenchon staat daar inderdaad aan de leiding met bijna 22% van de ingeschrevenen, op goede afstand gevolgd door Emmanuel Macron (*En Marche*) (18,3%). François Fillon en Marine Le Pen behalen nauwelijks iets meer dan 10% en Benoît Hamon slechts 8%, wat iets meer is dan zijn resultaat op nationaal vlak maar, gelet op de verankering van de plaatselijke PS, toch eerder weinig. Die studie wijst op de toenemende breuk tussen de volkswijken die

verdeeld zijn tussen de onthouding en de stem voor linkser dan de PS en de zones met een welgestelde bevolking waar de ineenstorting van de PS centrumrechts stemmen opleverde.

De inbedding van extreemrechts

De terugval van de PS komt hoofdzakelijk extreemrechts ten goede, vooral in de Pas-de-Calais, waar rechts historisch zwak staat. Men onderscheidt traditioneel twee electoraten van het FN op het nationaal grondgebied: - een volks kiezerspubliek dat eerder van links komt omdat links er niet meer aanspreekt en dat aangetrokken wordt door Marine Le Pens xenofobe maar ook sociaal beschermend discours én haar verwerping van het liberalisme en van de Europese Unie; - een sociaal welgestelder kiezerskorps dat van traditionalistisch rechts komt. Dat eerste electoraat heeft onmiskenbaar het succes van het FN bewerkstelligd in de Nord-Pas-de-Calais, en meer in het bijzonder in het voormalige mijnbekken en in de gebieden die getroffen werden door de werkloosheid en de afname van het aantal industrieën (Denain, Maubeuge, de streek rond Duinkerke).

De Nord-Pas-de-Calais is de armste regio van Frankrijk, een van de regio's met het laagste aantal gediplomeerden, met de geringste sociale mobiliteit en die het meest met volksgezondheidsproblemen wordt geconfronteerd. Het arbeiders-electoraat bracht er traditioneel sinds lang al zijn stem uit op links, maar het blijvend aanslepen van de sociale problemen (een werkloosheidsgraad van 19,7%, 10 punten boven het nationaal gemiddelde in het mijnbekken), de neergang van de plaatselijke partijapparaten en de corruptieschandalen hebben tot een toenemende onthouding en tot zijn verrechtsing geleid. Het politieke aanbod van het FN dat zich rond populaire persoonlijkheden ontplooit, is handig in de mate waarin het zich op buurtsolidariteit en op eenvoudige ordewoorden focaliseert.

Het mijnbekken strekt zich uit over de twee departementen en telt 1,2 miljoen inwoners met een dichtheid van meer dan 650 inwoners per km² tussen Béthune en Valenciennes. Het is een eersterangs stemmenreservoir geworden voor Marine Le Pen, die beslist heeft er zich te vestigen en er in haar nationaal discours en in de media veelvuldig naar verwijst. Het FN plukt nu de vruchten van die inbedding en van een door de jaren heen met de kiezers opgebouwde vertrouwensrelatie. Haydée Saberan heeft in een voortreffelijke journalistieke enquête, *Bienvenue à Hénin-Beaumont. Un laboratoire du Front national*, aangetoond dat Hénin-Beaumont het epicentrum van de FN-invloed in de regio en, onder de ogen van de camera's die Marine Le Pen op de markten volgen, een symbool in het hart van de Pas-de-Calais is geworden. Die gemeente van 27.000 inwoners staat voortaan symbool voor de teloorgang van de industrie, zo erg is dat gebied getroffen door de crisis in de mijnsector en door de delocalisaties die, zoals die van Metaleurop in 2003, de streek blijvend getekend hebben. De stad illustreert tevens het moreel failliet van een PS die ooit in de streek triomfeerde maar door tal van rechtszaken verlamd werd en zich niet heeft weten hernieuwen.

Bij de presidentsverkiezingen in 2017 komt de FN-kandidate aan de leiding in de Nord en de Pas-de-Calais met percentages die veel hoger liggen dan haar nationaal resultaat. In de Pas-de-Calais haalt het FN voortaan de meerderheid: in de tweede ronde gaat 52,06% van de stemmen naar Marine Le Pen tegen 47,94% voor Emmanuel Macron. In de eerste ronde had Marine Le Pen 34,35% van de stemmen binnengehaald terwijl slechts 19,13% van de uitgebrachte stemmen naar Jean-Luc Mélenchon ging. In de Nord komt het FN afgetekend als eerste uit de eerste ronde (28,22%) maar in dit veel stedelijker departement dan de Pas-de-Calais (de Macron-stem is in de regio zoals op nationaal vlak eerder stedelijk) doet Emmanuel Macron dat duidelijk in de tweede ronde (57%). Bij de parlementsverkiezingen bevestigt het FN zijn vooruitgang met 4 verkozen volksvertegenwoordigers (waaronder Marine Le Pen) in de Pas-de-Calais en 1 in de Nord, in de door de crisis getroffen stad Denain. De FN-verkozenen hebben voordeel gehaald uit een substantiële toename van de onthoudingen (gemiddeld meer dan 5% ten opzichte van de eerste ronde in hun kiesomschrijvingen). Het is de eerste keer dat de Nord-Pas-de-Calais extreemrechtse volksvertegenwoordigers naar de *Assemblée nationale* stuurt.

Die uitslagen van 2017 liggen volkomen in de lijn van de vorige verkiezingen. Het FN krijgt vaste voet in het mijnbekken sedert 2012. Twee jaar na het mediatische Mélenchon-Le Pen-duel voor de parlementsverkiezingen van 2012 werpt de lokale leider van de extreemrechtse partij, het *“enfant du pays”*, de “man van bij ons” Steeve Briois zich op als kandidaat-burgemeester voor Hénin-Beaumont met slogans die de traditionele ideologische lijnen doorbreken en die met een op “het sociale” mikkende discours ook uitdrukkelijk naar links ogen. Hij wordt tot burgemeester verkozen. Een jaar later worden 12 departementale FN-raadsleden verkozen. Bij de regionale verkiezingen van 2015 komt Marine Le Pen zeer dreigend over. In de eerste ronde staat zij in de regio Nord-Pas-de-Calais-Picardië afgetekend op kop met 40,6 % van de uitgebrachte stemmen, dat is 12 punten meer dan het nationaal gemiddelde. De FN-kandidate laat al haar tegenstanders in alle departementen van de nieuwe regio achter zich. De forse vooruitgang van extreemrechts gaat ten koste van links (PS, PCF en groen-links EELV), dat sedert de jongste regionale verkiezingsronde in de Nord-Pas-de-Calais 20 en in Picardië 24 punten verloren heeft! Links komt zo op 5 punten onder het nationaal gemiddelde. Het risico dat de regio naar extreemrechts overhelt, werd dan ook de belangrijkste inzet van de verkiezingscampagne. Marine Le Pen heeft een campagne gevoerd waaraan ze een maximale nationale uitstraling heeft trachten te geven. Zij stelt het voor alsof de regio een springplank en een laboratorium voor haar zijn. Tal van voorstellen in haar programma ressorteren niet onder de bevoegdheden van de regio. Zij vermijdt rechtstreekse confrontaties met de regionale kandidaten en voert campagne rond het thema van de “jungle” van Calais, dat al uitgesproken op de nationale politieke agenda aanwezig is. De migrantenkwestie duikt constant op in het discours van Marine Le Pen, die zo

de plaatselijke en nationale inzetten met elkaar verbindt. In de tweede ronde bezorgen een grotere mobilisering van de kiezers en de overdracht van de linkse stemmen op de kandidaat van rechts Marine Le Pen de nederlaag, maar het FN stuurt 54 regionale raadsleden naar de oppositie, waar zij dan een monopoliepositie bekleedt. Zo is het FN in de Nord-Pas-de-Calais een eersterangs politieke formatie geworden.

De broosheid van rechts

Republikeins rechts gaat vooruit maar blijft broos in dat gebied dat die strekking sociologisch weinig gunstig gezind is. Het haalt hoofdzakelijk voordeel uit het afhaken van het door het beleid van de socialistische regering ontgoochelde linkse kiezerspubliek. Tegen alle verwachtingen in verovert rechts bij de gemeenteraadsverkiezingen deze kiezers in de steden Roubaix met Guillaume Delbar en Tourcoing met Gérald Darmanin. In Rijsel blijft rechts nog altijd zwak. Het wordt er geconfronteerd met een regelmatig terugkerend probleem van *leadership* waarvoor het geen duurzame oplossing vindt. De voormalige burgemeester van Marcq-en-Barœul (1995-2001) en senator Jean-René Lecerf neemt het bij de verkiezingen in 2014 op tegen Martine Aubry maar hij stelt zich zeer defensief op. Hij verklaart dat hij als kandidaat niet op winst uit is en een bescheiden doel voor ogen heeft: “voor Rijsel het syndroom van het mijnbekken vermijden, waar de politieke strijd de PS tegenover het FN plaatst en waar er geen rechtse republikeinse oppositie meer is”. Diezelfde Jean-René Lecerf, die bij Alain Juppé aanleunt, wordt een jaar later de tweede voorzitter van de departementale raad van de Nord van de Vijfde Republiek.

Xavier Bertrand, voor 2015 volksvertegenwoordiger-burgemeester van Saint-Quentin, komt op als de leider van rechts bij de regionale verkiezingen in december 2015. Vanaf februari 2015 wordt hij aangewezen om de UMP (later *Les Républicains* (LR)-lijst te trekken. De voormalige minister verpersoonlijkt “een sociaal rechts” maar verwerpt het “steuntrekkerschap”. In de regio wordt hij gesteund door de centrumpartij *Union de démocrates et d'indépendants* (UDI) en door de senator Valérie Létard, die dicht bij Jean-Louis Borloo (oud-burgemeester van Valenciennes en minister in verschillende regeringen) staat. Marc-Philippe Daubresse, volksvertegenwoordiger-burgemeester van de Lambersart (Nord), en Gérald Darmanin, volksvertegenwoordiger-burgemeester van Tourcoing (Nord), koesteren een tijdlang kandidatuurambities maar sluiten zich aan bij de kandidatuur van Xavier Bertrand, wiens nationale reputatie als oud-minister, leider van de UMP en kandidaat bij de voorverkiezingen van rechts maken dat men niet om hem heen kan.

Xavier Bertrands verkiezingsstrategie bestond erin de mogelijke overwinning van Marine Le Pen te dramatiseren door haar handig als de favoriete voor te stellen en zichzelf als enige kandidaat die haar op grond van de peilingen kon verslaan. De burgemeester van

Saint-Quentin tracht duidelijk munt te slaan uit de overwinningen bij de gemeenteraads- en kantonale verkiezingen in de regio. Die zeer talrijke plaatselijke tussenschakels maken het hem mogelijk een nabijheidscampagne te voeren in die gebieden en een electorale sokkel uit te bouwen voor de eerste ronde. Xavier Bertrand beroept zich ook op zijn plaatselijke wortels: "Ik ben niet opgegroeid in Parijs noch in zijn chique voorsteden, ik heb niet aan een of andere grote instelling gestudeerd, ik ben geen topambtenaar. Zo is het nu eenmaal: ik ben een provinciaal, zoals men in Parijs zegt, ik kom uit de ondernemerswereld, ik ben de provinciale pummel" (verkiezingspamflet). Hij verwijst weinig naar zijn partij:

"Ik betaal andermans facturen niet meer", verklaart hij op 15 juni op France Info. Nu staat hij aan het hoofd van de nieuwe regio, waar hij over een ruime meerderheid van 116 LR/UDI/*Mouvement démocratique* (Modem – Democratische beweging)/ *Chasse, pêche, nature et traditions* (CPNT)-verkozenen (op 170 zetels) beschikt, en waar hij een economisch ontwikkelingsbeleid voert dat het linkse kamp ontziet, dat niet in het regionaal halfrond verkozen is en opgeroepen heeft om in de tweede ronde voor hem te stemmen. Met behulp van een heel communicatienetwerk richt Xavier Bertrand *Proch'emploi* op, dat zich over de werkzoekenden van de *Hauts-de-France* ontfermt. Dat platform gaat uit van de vaststelling dat heel wat werkaanbiedingen vacant blijven terwijl terzelfder tijd zoveel werkzoekenden moeilijk aan het werk lijken te komen in sectoren die nochtans aanwerven.

Bij de parlementsverkiezingen van 2017 houdt rechts stand (6 volksvertegenwoordigers in de Nord, 2 in de Pas-de-Calais) maar de overwinning van Emmanuel Macron ontwricht het grondig. Xavier Bertrand neemt afstand van zijn partij *Les Républicains* in 2018 na de verkiezing van de uitgesproken rechtse Laurent Wauquiez als nieuwe partijvoorzitter. Enkele maanden voordien trad Gérald Darmanin toe tot de regering-Édouard Philippe als minister van Begroting, waarna hij uit de partij werd gezet. De parlementsverkiezingen hebben de nationale politieke vertegenwoordiging van de regio flink dooreengeschied. Macrons *La République en Marche* (LRM) kan bogen op 9 nieuwe volksvertegenwoordigers op 21 in de Nord en op 4 op 12 in de Pas-de-Calais (4 zijn voormalige socialisten), waarvan het merendeel nieuwelingen zijn in de politiek zonder weinig plaatselijke bindingen. De regio Nord-Pas-de-Calais wordt zodoende een laboratorium voor de politieke verschuivingen die sedert enkele jaren het nationale politieke toneel kenmerken: toenemend absentisme, verrechtsing van de gewone bevolking, verzwakking van links en van zijn partij-apparaat, een streven naar politieke vernieuwing en futloosheid van het traditionele partijensysteem. ■

(Uit het Frans vertaald door Willy Devos.)

BIBLIOGRAFIE

- Collectif Degeyter, *Sociologie de Lille*, Paris, La Découverte, 2017.
- Fabien Desage, Tristan Haute, "Lille: quand l'effondrement du PS ravive le vote de classe", *Métropolitiques*, 2 juin 2017.
URL : <https://www.metropolitiques.eu/Lille-quand-l-effondrement-du-PS.html>.
- Bernard Dolez, Annie Laurent, "Nord-Picardie, tournant historique: victoire de Bertrand", *Revue politique et parlementaire*, 2016.
- Rémi Lefebvre, "Les Élections régionales en Nord-Pas-De-Calais-Picardie. Une non-campagne?", in Bernard Dolez, dir, *Annuaire des collectivités locales*, 2017.